



from the nstu president

Public Education is where it all begins

For months now we have been hearing about the problems the NDP government is encountering with the finances of Nova Scotia. It was with some trepidation that we awaited the announcement of the budget by the Honourable Graham Steele on April 6, 2010. Much to our relief, the budget for education was not cut (as we feared), but received an increase of 1.9 per cent, which amounts to approximately \$25 million (which includes the return of \$4 million lost to text book purchases in last year's budget). We were also very pleased with the announcement that 250 new seats will be created at the Nova Scotia Community College and that a tax rebate of up to \$7,500 will be provided to Community College graduates.

The disappointment, however, was that public education was mentioned only in passing in Mr. Steele's budget address and in the accompanying literature. Steele said that "schools are often the heart of any community" and that "I've heard time and time again during the Back to Balance sessions [that] education is a priority for Nova Scotians" but failed to discuss in any detail what that means for the public education system and for Nova Scotia's students. He promised \$2 million in investment to support community schools, but again did not provide any information about what this actually means for Nova Scotians and their communities. The fact remains that Nova Scotia continues to hold the spot of third lowest in terms of per student funding in Canada.

As most of you know, the NSTU, along with the Education Partners (Nova Scotia School Boards Association, Nova Scotia Federation of Home and School Associations, Association of Nova Scotia Educational Administrators and la Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse), launched the Save Grade 2 campaign in January of this year in order to lobby the government for a 3.6 per cent increase in funding for public education. Early indications are that the 1.9 per cent increase in the provincial education budget should allow school boards to maintain the status quo in terms of the delivery of educational services. There will not likely be any layoffs. But all boards, except the CSAP, have seen declining enrolments, a trend that is predicted to continue for the next decade. Inevitably, there will be some loss of positions. It is too early to know if the number of retirements and teachers going on leaves will far exceed the number of positions lost; however, usually the number leaving does considerably exceed the loss of positions. The NSTU, along with the school boards, are carefully monitoring the declining enrolments situation and the number of teaching positions potentially at risk in the future.

The news is not all bad. While the government did not meet our request for a 3.6 per cent increase, the Minister of Finance did acknowledge the continuing importance of the public education system to Nova Scotians as seen at his public consultations held throughout the winter months. Nova Scotians care deeply about our public education system and they voiced this again and again at the public consultations. As well, in a recent survey conducted by Corporate Research Associates for the NSTU, Nova Scotians overwhelmingly responded that they would be willing to see an increase in their own taxes in order to maintain the current system and that they were unwilling to see cuts to specialized programs, reduced numbers of teachers, and increased class sizes as a result of paying down the deficit. It is reassuring to know that the public is behind teachers and the public education system.

Teachers, administrators, and parents understand that investing in public education is equal to investing in the future of Nova Scotia. We all need to be more vocal on the issue of a sustainable public education system. Why is it that we must continue to ask and lobby for more money each year? If our government believes in families and an economy that can adequately meet the needs of its citizens it also needs to support public education. An educated population helps to lower health care, social assistance and justice costs and supports a population ready and willing to meet the ever-changing demands of the global community and global economy.

Public education is where it all begins and the NSTU will continue to push this message to the government and to fight for adequate funding of the public education system.

L'enseignement public, c'est là que tout commence

Depuis plusieurs mois, nous entendons constamment parler des problèmes auxquels est confronté le gouvernement NPD au sujet des finances de la Nouvelle-Écosse. C'est avec une certaine inquiétude que nous avons attendu l'annonce du budget par l'honorable Graham Steele, le 6 avril 2010. À notre énorme soulagement, le budget de l'éducation n'a pas été coupé (comme nous le craignons) mais a bénéficié d'une augmentation de 1,9 %, ce qui correspond à environ 25 millions de \$ (y compris la récupération des 4 millions de \$ perdus pour les achats de manuels scolaires dans le budget de l'an dernier). Nous avons également été très heureux d'apprendre que 250 nouveaux postes allaient être créés au Collège communautaire de la Nouvelle-Écosse et qu'un remboursement de taxes d'un montant maximum de 7 500 \$ allait être accordé aux diplômés du Collège communautaire.

Toutefois, nous avons été déçus du fait que l'enseignement public ne soit mentionné qu'en passant dans le discours du budget de M. Steele et la documentation à l'appui. Steele a déclaré : « Les écoles sont souvent le cœur d'une communauté » et « J'ai entendu répéter à maintes reprises durant les séances de rééquilibrage du budget que l'éducation était une priorité pour les néo-écossais » mais il a négligé d'expliquer en détail ce que cela signifiait pour l'enseignement public et pour les élèves de la Nouvelle-Écosse. Steele a promis un investissement de 2 millions de \$ pour soutenir les écoles communautaires mais, une fois encore, il n'a fourni aucune information sur ce que cela signifiait réellement pour les Néo-écossais et leurs communautés. Le fait est que la Nouvelle-Écosse reste à l'avant avant dernier rang pour ce qui est du financement par élève au Canada.

Comme la plupart d'entre vous le savent, le NSTU, avec les partenaires de l'éducation (l'Association des conseils scolaires de la Nouvelle-Écosse, la Nova Scotia Federation of Home and School Associations, l'Association of Nova Scotia Educational Administrators et la Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse), a lancé la campagne Sauvons la 2e année, en janvier de cette année, pour faire pression sur le gouvernement en vue d'obtenir une augmentation de 3,6 % du financement de l'enseignement public. Les premières indications révèlent que l'augmentation de 1,9 % du budget de l'enseignement provincial devrait permettre aux conseils scolaires de maintenir le statu quo en termes de prestations des services d'éducation. Il n'y aura probablement pas de licenciements. Mais tous les conseils scolaires, à l'exception du CSAP, ont connu un déclin des inscriptions et il est prévu que cette tendance se poursuive durant la prochaine décennie. Il y aura inévitablement des suppressions de postes. Il est encore trop tôt pour savoir si le nombre d'enseignants partant à la retraite et en congé dépassera de beaucoup le nombre de postes supprimés; toutefois, le plus souvent, le nombre des départs excède largement le nombre de postes éliminés. Le NSTU, ainsi que les conseils scolaires, surveille soigneusement l'évolution du déclin des inscriptions pour déterminer le nombre de postes d'enseignement susceptibles de disparaître à l'avenir.

Il n'y a pas que des mauvaises nouvelles. Bien que le gouvernement n'ait pas répondu à notre demande en faveur d'une augmentation de 3,6 %, le ministre des Finances a reconnu l'importance du système d'enseignement public pour les Néo-Écossais comme nous l'avons vu lors des consultations publiques qui se sont tenues tout au long de l'hiver. Les Néo-Écossais attachent une grande importance à leur système d'enseignement public et ils l'ont exprimé à maintes reprises lors des consultations publiques. De plus, dans un récent sondage mené par Corporate Research Associates pour le compte du NSTU, les Néo-Écossais ont répondu à une écrasante majorité qu'ils seraient disposés à voir leurs propres taxes augmenter afin de maintenir le système d'enseignement actuel et qu'ils ne souhaitaient pas voir de coupure des programmes spécialisés, de réduction du nombre d'enseignants ou d'augmentation de la taille des classes pour compenser le déficit. Il est rassurant de savoir que le public appuie les enseignants et le système d'enseignement public.

Les enseignants, les administrateurs et les parents comprennent qu'investir dans l'enseignement public, cela revient à investir dans l'avenir de la Nouvelle-Écosse. Nous devons tous exprimer clairement notre opinion sur la question de la durabilité du système d'enseignement public. Pourquoi devons-nous continuer chaque année à faire pression pour obtenir davantage d'argent? Si notre gouvernement veut aider les familles et favoriser une économie capable de répondre aux besoins de ses citoyens, il doit également soutenir l'enseignement public. Une population bien éduquée contribue à réduire les coûts de santé, d'assistance sociale et de justice. C'est aussi une population prête et disposée à répondre aux exigences en constante évolution de la communauté et de l'économie mondiales.

L'enseignement public, c'est là que tout commence, et le NSTU continuera à prôner son message au gouvernement et à lutter en faveur d'un financement adéquat du système d'enseignement public.